

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
31 décembre 2022
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 27 décembre 2022, adressée à la Présidente
du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil
de sécurité créé par la résolution 2140 (2014)**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2140 (2014), qui rend compte des activités menées par le Comité entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2022. Le Comité a approuvé le rapport, qui est soumis en application de la note du Président du Conseil en date du 29 mars 1995 (S/1995/234).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire publier comme document du Conseil.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 2140 (2014)
(Signé) Ferit Hoxha



Rapport du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2140 (2014)

I. Introduction

1. Le présent rapport du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2140 (2014) porte sur la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022.
2. La présidence du Bureau du Comité a été assurée par Ferit Hoxha (Albanie) et la vice-présidence par le Ghana.

II. Contexte

3. Par sa résolution 2140 (2014), en date du 26 février 2014, le Conseil de sécurité a imposé un gel des avoirs et une interdiction de voyager, pour une période initiale d'un an à compter de l'adoption de la résolution, aux personnes et entités se livrant ou apportant un appui à des actes qui menaçaient la paix, la sécurité ou la stabilité du Yémen. Des dérogations à ces mesures ont aussi été prévues. Le Conseil a créé un comité chargé de désigner lesdites personnes et entités et de suivre l'application des mesures, ainsi qu'un groupe d'experts qui aiderait le Comité à s'acquitter de son mandat. Le Comité a également été chargé de favoriser le dialogue avec les États Membres intéressés, en particulier ceux de la région, et de coopérer avec les autres comités des sanctions du Conseil de sécurité, notamment le Comité faisant suite aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaïda et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés. Le 7 novembre 2014, le Comité a soumis au gel des avoirs et à l'interdiction de voyager l'ancien Président du Yémen, Ali Abdullah Saleh, et deux commandants du mouvement houthiste.

4. Par sa résolution 2204 (2015), le Conseil de sécurité a reconduit pour une période d'un an les mesures de gel des avoirs et d'interdiction de voyager et par sa résolution 2216 (2015), il a imposé un embargo ciblé sur les armes visant les personnes et entités désignées par le Comité. Des dispositions relatives aux inspections ont été rajoutées aux fins de l'application de cet embargo, notamment l'obligation pour chaque État Membre procédant à une inspection de faire rapport au Comité et de lui signaler si des articles dont la fourniture, la vente ou le transfert sont interdits ont été découverts. Le Conseil a également élargi les critères de désignation aux violations de l'embargo ciblé sur les armes et au fait d'empêcher l'acheminement de l'aide humanitaire au Yémen, l'accès à cette aide ou sa distribution dans le pays. Il a soumis aux sanctions le chef du mouvement houthiste, Abdul Malik al-Houthi, et le fils de l'ancien Président, Ahmed Ali Abdullah Saleh. Le mandat du Groupe d'experts a également été élargi de manière à inclure la surveillance de l'application de l'embargo sur les armes. En conséquence, le nombre de membres du Groupe d'experts a été porté de quatre à cinq.

5. Dans sa résolution 2624 (2022), le Conseil de sécurité a récemment décidé de proroger le mandat du Groupe d'experts jusqu'au 28 mars 2023 et le gel des avoirs et l'interdiction de voyager jusqu'au 28 février 2023, et réaffirmé l'embargo ciblé sur les armes. Par cette résolution, il a également désigné le mouvement houthiste comme une entité soumise à cet embargo.

6. On trouvera de plus amples informations générales sur le régime de sanctions concernant le Yémen dans les rapports annuels précédents du Comité.

III. Résumé des activités du Comité

7. Le Comité s'est réuni trois fois dans le cadre de consultations, le 10 juin, le 9 septembre et le 29 novembre. Il a en outre mené une partie de ses travaux par correspondance.
8. Compte tenu des difficultés que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) crée quant aux procédures de travail habituelles du Comité, notamment des limites imposées à la tenue de réunions en présentiel, et pour assurer la continuité des travaux, les membres du Comité sont convenus, à titre exceptionnel, de tenir une réunion virtuelle sous forme de visioconférence privée, le 21 janvier.
9. Lors de la visioconférence privée, le Comité a entendu un exposé du Groupe d'experts sur son rapport final ([S/2022/50](#)), présenté en application du paragraphe 10 de la résolution [2564 \(2021\)](#), et examiné les recommandations y figurant.
10. Lors des consultations tenues le 10 juin, le Comité a entendu un exposé de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés.
11. Lors des consultations tenues le 9 septembre, le Comité a entendu un exposé du Coordonnateur du Groupe d'experts sur le rapport à mi-parcours du Groupe, présenté en application du paragraphe 16 de la résolution [2624 \(2022\)](#), et examiné les recommandations y figurant.
12. Lors des consultations tenues le 29 novembre, le Comité s'est réuni conjointement avec le Comité du Conseil de sécurité faisant suite à la résolution [751 \(1992\)](#) concernant les Chabab pour examiner les questions liées à la contrebande d'armes entre le Yémen et la Somalie.
13. Conformément au paragraphe 104 de l'annexe à la note du Président du Conseil de sécurité ([S/2017/507](#)), le Comité a publié des communiqués de presse contenant un résumé des consultations tenues le 10 juin, le 9 septembre et le 29 novembre. Des communiqués de presse ont également été publiés les 27 septembre, 4 octobre et 1^{er} novembre sur des sujets liés aux travaux du Comité.
14. Le 15 février, conformément au paragraphe 19 e) de la résolution [2140 \(2014\)](#), le Président du Comité a rendu compte au Conseil de sécurité des travaux du Comité (voir [S/PV.8966](#)).
15. En 2022, le Comité a reçu 216 rapports d'inspection du Mécanisme de vérification et d'inspection des Nations Unies. Il a également reçu les rapports de neuf États Membres sur l'application de la résolution.
16. Le Comité a adressé à trois acteurs intéressés sept communications concernant l'application des sanctions.

IV. Dérogations

17. Les dérogations au gel des avoirs sont énoncées aux paragraphes 12 et 14 de la résolution [2140 \(2014\)](#).
18. Les dérogations à l'interdiction de voyager sont énoncées au paragraphe 16 de la même résolution.
19. Les dérogations, accordées au cas par cas, excluant une activité quelconque des mesures de sanctions sont énoncées au paragraphe 3 de la résolution [2511 \(2020\)](#).

20. Au cours de la période considérée, le Comité a reçu une demande de dérogation présentée au titre du paragraphe 12 a) de la résolution [2140 \(2014\)](#).

V. Liste relative aux sanctions

21. Les critères de désignation des personnes et entités passibles d'un gel des avoirs, d'une interdiction de voyager et d'un embargo sur les armes sont définis aux paragraphes 17 et 18 de la résolution [2140 \(2014\)](#) et au paragraphe 19 de la résolution [2216 \(2015\)](#). Ces critères sont précisés au paragraphe 6 de la résolution [2511 \(2020\)](#) et aux paragraphes 13 et 14 de la résolution [2624 \(2022\)](#). Les procédures relatives aux demandes d'inscription et de radiation sont décrites dans les directives régissant la conduite des travaux du Comité.

22. Quatre entrées ont été ajoutées à la liste relative aux sanctions tenue par le Comité. Aucune entrée n'en a été retirée. À la fin de la période considérée, 12 personnes et une entité étaient inscrites sur la liste relative aux sanctions tenue par le Comité.

VI. Groupe d'experts

23. Le 23 décembre 2021, conformément au paragraphe 10 de la résolution [2564 \(2021\)](#), le Groupe d'experts a présenté au Comité son rapport final ([S/2022/50](#)), qui a été transmis au Conseil de sécurité et publié comme document du Conseil.

24. Le 17 mai 2022, après l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution [2624 \(2022\)](#) en date du 28 février, le Secrétaire général a nommé trois membres du Groupe d'experts, à savoir des spécialistes des armes, des questions financières et du droit international humanitaire (voir [S/2022/411](#)). Le 5 octobre, le Secrétaire général a nommé une quatrième experte, spécialisée dans les groupes armés (voir [S/2022/773](#)). Le cinquième poste, celui de spécialiste des affaires régionales, demeurait vacant. Le mandat du Groupe d'experts arrive à expiration le 28 mars 2023.

25. Le 9 septembre, le Groupe d'experts a présenté son rapport d'activité au Comité, conformément au paragraphe 16 de la résolution [2624 \(2022\)](#).

26. Le Groupe s'est rendu en Allemagne, en Arabie saoudite, à Bahreïn, en Égypte, aux Émirats arabes unis, aux États-Unis d'Amérique, en Ouganda, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et en Suisse. Au Yémen, il s'est rendu à Aden, à Gheïda, à Moukalla et à Nichtoun.

27. Dans le cadre de son mandat, le Groupe d'experts, par l'intermédiaire du Secrétariat, a adressé 109 lettres à 32 États Membres, au Conseil de sécurité, au Comité et à des entités internationales et nationales.

VII. Appui administratif et technique du Secrétariat

28. La Division des affaires du Conseil de sécurité a fourni un appui d'ordre administratif et technique à la présidence et aux membres du Comité. Elle a également apporté un appui consultatif aux États Membres en vue de faire mieux comprendre le régime de sanctions et de faciliter l'application des mesures. Elle a organisé des réunions d'information à l'intention des nouveaux membres du Conseil pour les aider à se familiariser avec les questions relatives au régime de sanctions. Pour compléter ces réunions, le Secrétariat a organisé du 2 au 4 décembre une deuxième formation thématique portant sur l'élaboration, l'application, le suivi, l'évaluation, l'adaptation et la reformulation des sanctions.

29. La Division a collaboré avec le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences et le Bureau de l'informatique et des communications du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité pour faciliter la tenue de réunions en présentiel, conformément aux orientations et restrictions concernant la COVID-19, tout en continuant de proposer la tenue de réunions virtuelles.

30. Afin d'aider le Comité à recruter des expert(e)s doté(e)s des qualifications voulues pour faire partie des groupes et équipes de surveillance de l'application des sanctions, la Division a ajouté un module dans Inspira le 25 octobre, qui permet de gérer la liste d'expert(e)s déjà en poste et des personnes auxquelles l'on pourrait éventuellement faire appel. Elle a également organisé le 27 octobre une activité d'information sur les groupes d'experts et la liste d'experts pour encourager les candidatures féminines. Une note verbale a été adressée le 8 décembre à tous les États Membres pour leur demander de désigner des candidat(e)s susceptibles d'être inscrit(e)s sur la liste d'experts. Une note verbale a également été adressée le 17 mai, le 12 septembre et le 8 décembre 2022 à tous les États Membres pour les informer de postes vacants au sein du Groupe d'experts, précisant les calendriers de recrutement, les domaines de compétence recherchés et les autres conditions à remplir. Des avis de vacance de postes ont en outre été publiés en ligne le 13 mai, le 6 septembre et le 8 décembre 2022 sur le portail des carrières de l'ONU (<http://careers.un.org>).

31. La Division a continué de fournir un appui au Groupe d'experts, en prêtant son concours à l'établissement du rapport final que le Groupe a présenté au Comité en décembre 2021 et du rapport à mi-parcours qu'il lui a présenté en juillet. Le Secrétariat a facilité les visites des membres du Groupe d'experts auprès d'États Membres et d'autres parties prenantes, en tenant compte des directives de l'Organisation mondiale de la Santé, des conseils aux voyageurs établis par les autorités nationales et d'autres exigences liées à la pandémie de COVID-19. Le Secrétariat a organisé les 6 et 7 décembre un atelier entre les groupes d'experts dans le cadre duquel s'est tenue une réunion-débat de haut niveau sur les priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité et l'importance de l'intégration des questions de genre dans les travaux des groupes et équipes de surveillance. Un atelier sur les techniques d'enquête à l'usage des experts s'est tenu les 8 et 9 décembre.

32. Le Secrétariat a continué de tenir et d'actualiser la Liste récapitulative du Conseil de sécurité et les listes relatives aux sanctions tenues par les comités, dans les six langues officielles et sous trois formats différents. En outre, il a amélioré l'accès aux listes et en a rendu l'utilisation plus efficace, tout en continuant à tenir à jour dans les six langues officielles le modèle de données approuvé en 2011 par le Comité faisant suite aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés, comme le Conseil l'avait demandé au paragraphe 54 de sa résolution 2368 (2017). Le modèle de données amélioré et l'application servant à l'exploiter ont été mis en service et la Division procède actuellement à la migration et à la vérification des données saisies dans la Liste relative aux sanctions dans toutes les langues officielles. En mai, la Division a publié un tableau des modifications apportées à la Liste récapitulative depuis 2018.